

and perseverance during that session. After the session was over, having carried all his measures that he had introduced, sometime after, for he could not recollect from memory the exact date, the offer was renewed and he told him he had it under serious consideration. But he said also that if it would seriously embarrass the Government, and in any way put out, if he might use the expression, his colleagues, he would return the same answer as before. His (Sir John's) reply was that he should think it unfair and unjust to exact such a sacrifice, when he had an opportunity of providing for his family, after he had passed all his measures except the one relating to banking; and when all that remained to be done was merely administrative. There was nothing to prevent his fairly accepting the offer if he thought it right to do so, but he asked him still to remain a short time in office to carry on the work, and he accordingly remained during the time he was in the country. It would have been a serious embarrassment to the Government and a loss to the country had he not done so. Finally he made up his mind to leave the Government, and it was said he was then disqualified from advising the Crown. We know that that was not the case. As Minister when he had determined to leave he could carry on the work of his office, although he could not initiate any new policy, nor give advice respecting a new policy for which he would not be responsible. His position was exactly like that of a Ministry resigning in a body which continues to carry on the Government till successors are appointed.

Hon. Mr. Holton said his idea was, that he was incapacitated from advising the Crown. Mr. Langton, for instance, could do a great many administrative acts, but he could not advise the Crown. Did Mr. Rose not do that?

Hon. Sir John A. Macdonald could not say so. As a member of the Privy Council he took a share in the discussion, but did so on no question of new policy. He carefully abstained from even an expression of opinion on such subjects, as all who knew the honour of Mr. Rose could be assured of.

Hon. Mr. Holton was sure of that.

Hon. Sir John A. Macdonald—As to the question regarding the member for Sherbrooke and the Minister of Finance it was quite true that an offer had been made to the member for Sherbrooke, to take the office of Minister of Finance, which he had filled so ably under different administrations. That offer was made

persévérance de M. Rose tout au long de cette session. A la fin de celle-ci (il ne se souvient plus de la date exacte) après avoir fait adopter toutes les mesures qu'il avait proposées, il a reçu l'offre de nouveau et il lui a dit qu'il l'étudiait sérieusement. Par contre, il lui a également fait remarquer que s'il devait mettre le Gouvernement dans l'embarras et gêner en quelque façon ses collègues, sa réponse resterait négative. Selon sir John A. Macdonald, il aurait été injuste d'exiger de M. Rose qu'il renoncât à la possibilité d'assurer l'avenir de sa famille, surtout si celui-ci a réussi à faire adopter toutes les mesures qu'il avait proposées, sauf celle qui concerne les banques, et que tout le travail inachevé relevait du domaine administratif. Il n'y avait aucune raison de faire obstacle au droit légitime de M. Rose d'accepter cette offre s'il jugeait bon de le faire, mais il lui a quand même demandé de poursuivre son travail pendant une courte période, ce qu'il a fait jusqu'à son départ. Un refus de sa part aurait causé un sérieux embarras au Gouvernement et constitué une perte pour le pays. Il a finalement décidé de quitter le Gouvernement, ce qui devait le priver du droit de conseiller la Couronne. Or, tous savent qu'il n'en fut pas ainsi. En tant que ministre ayant décidé de démissionner, il avait le droit de poursuivre son mandat, mais il ne pouvait en aucun temps instaurer une nouvelle politique, ni fournir son avis sur une nouvelle politique dont il ne serait nullement responsable. Sa position était identique à celle d'un Cabinet qui démissionne en bloc et qui continue à exercer le pouvoir jusqu'à ce que des successeurs soient nommés.

L'honorable M. Holton dit qu'à son avis il (M. Rose) ne pouvait pas conseiller la Couronne. M. Langton, par exemple, peut prendre un grand nombre de décisions d'ordre administratif, mais il ne peut pas conseiller la Couronne. M. Rose ne l'a-t-il pas fait?

L'honorable sir John A. Macdonald ne peut pas le dire. En tant que membre du Conseil privé, il (M. Rose) a pris part aux discussions, mais il ne l'a jamais fait lorsqu'il était question d'une nouvelle politique. Il s'est même soigneusement abstenu de tout commentaire sur de tels sujets, comme tous ceux qui connaissent l'honneur de M. Rose peuvent en être assurés.

L'honorable M. Holton dit qu'il en est certain.

L'honorable sir John A. Macdonald dit qu'en ce qui concerne le député de Sherbrooke et le ministre des Finances, il est tout à fait vrai que le poste de ministre des Finances a été offert au député de Sherbrooke, ce dernier ayant déjà rempli ces fonctions de façon si compétente sous différentes administrations.